

Afghanistan : guerre sans issue, mais défaite interdite (réflexions pour un nécessaire débat)

La guerre en Afghanistan est entrée dans sa neuvième année. Plus encore, elle se poursuit avec un déploiement militaire toujours plus important des Américains et de leurs alliés. Le questionnement grandit sur le bien-fondé d'une guerre entraînant plusieurs centaines de victimes civiles et militaires et qui s'avèrent d'ore et déjà comme un fiasco, humain, éthique, politique et militaire. Pourtant, les États-Unis s'obstinent à la poursuivre. Ainsi, le secrétaire d'État américain à la défense, Robert Gates, a tenu récemment à affirmer « Les États-Unis restent déterminés dans leur mission en Afghanistan ». Et le président Obama lui-même a déclaré à l'Académie militaire de « West Point », justifiant le déploiement accéléré de 30 000 soldats américains supplémentaires et la demande de troupes additionnelles adressée aux Européens, « Le combat sera difficile, mais s'achèvera par une victoire » « car il s'agit de défendre l'intérêt national et la sécurité des États-Unis ». Pourquoi s'obstiner dans cette guerre ? Les buts allégués de l'intervention militaire en Afghanistan, au lendemain des attentats du 11 septembre 2001 semble bien lointain et de moins en moins crédible. Al Quaida ne fut-il pas l'arbre qui cachait la forêt ? Alors qu'elles en seraient les raisons profondes, justifiant la présence américaine en Afghanistan. D'évidence elle a peu à voir avec le bien-être de la population afghane, mais tout à voir avec une influence économique et politique sur une région à plus fort potentiel de croissance économique de la planète. L'Afghanistan représente une position stratégique extrêmement vitale, à cheval sur l'Asie du sud, l'Asie centrale et le Moyen Orient. Il se situe aussi dans un couloir énergétique pour la mise en valeur et l'acheminement des hydrocarbures des pays d'Asie centrale, depuis les champs pétrolifères de la mer Caspienne jusqu'à l'océan Indien. L'intérêt des États unis pour la région ne date pas d'hier et des activités d'Al Quaida. Sa politique depuis plus de trente ans a pour but de contenir les influences russes, chinoises et iraniennes en Asie centrale. Il n'est donc pas surprenant de voir, comme par le passé, l'administration Obama s'inscrire elle aussi dans cette voie. Mais un tel dessein justifie-t-il pour autant une intervention militaire ? L'Afghanistan est un pays complexe politiquement et l'une de ses caractéristiques est l'allergie de sa population à toute main-mise étrangère. Ainsi dans la configuration d'un pays aussi instable il n'est pas aisé d'exercer une influence politique importante. Ainsi, la tentation est grande d'y parvenir par la force armée. On connaît la formule célèbre de Clausewitz « la guerre comme continuation de la politique par d'autres moyens ». Mais sur ce plan aussi les difficultés sont réelles. Comme l'ont montré des expériences antérieures, comme celles des Britanniques et des Soviétiques le heurt avec les mouvements de résistance dans le pays s'est traduit chaque fois par un échec cuisant. Ce qui semble bien le cas aujourd'hui. Comme le disait Goethe, « ceux qui ne comprennent pas le passé sont condamnés à le revivre ». Toutefois, la défaite semble interdite, sous peine de remettre en cause les objectifs stratégiques des États-Unis. C'est pourquoi l'administration Obama a la tentation de résoudre les problèmes posés par la voie militaire. Est-ce réaliste ? La guerre semble bien perdue d'avance et se heurte à des couches de plus en plus large de la population afghane, particulièrement sensible, à juste titre, aux retombées des actions militaires de la coalition, ce qui favorise un phénomène de rejet de l'envahisseur sur lequel surfent les talibans. Par ailleurs, des craintes s'expriment dans des milieux politiques et militaires américains, de voir les États-Unis s'inscrire dans une spirale de désastres politiques et militaires, dont l'une des conséquences possibles serait l'embrasement de la région. D'autant que le cout des opérations de l'OTAN est prohibitif : près de 350 milliards de dollars pour les États-Unis seuls. De telles sommes pourraient être utilisées autrement, comme contribution à une véritable reconstruction du pays

par l'aide au développement dans toutes ses dimensions, économiques, sociales, institutionnelles, par le rétablissement de l'autorité de l'État et de la souveraineté de l'Afghanistan. Est-il possible d'envisager une solution politique ? C'est une problématique posée aux États-Unis, mais aussi aux pays européens entraînés dans leur sillage. Quelle alternative possible ? Bien évidemment, l'hypothèse de l'accentuation de la pression militaire pour obtenir une illusoire victoire tend encore à prévaloir. Mais n'est-il pas grand temps de s'orienter vers un dénouement politique ? Mais sous quelle forme ? Une coalition gouvernementale avec les talibans. Ce que Bernard Kouchner appelle « faire la paix avec les ennemis d'hier ». Dans l'hypothèse peu probable où ces derniers acceptaient ne serait-ce pas remettre en selle des forces moyenâgeuses que l'on prétendait combattre. C'est cependant une orientation que le général américain, chef des forces internationales en Afghanistan, tout en poursuivant aujourd'hui l'action militaire, n'écarte pas. N'y aurait-il pas d'autres solutions que l'entente avec les talibans pour terminer cette guerre ? Une autre solution apparaît possible, dépassant le gouvernement fantoche et corrompu d'Hamid Karzaï, ce serait de donner la parole aux forces démocratiques d'Afghanistan, elles existent bien que persécutées ou condamnées à l'exil. Ce serait sans doute aussi de permettre aux pays de la région intéressés au dénouement pacifique du conflit, comme la Russie, la Chine, l'Inde, d'apporter leur contribution. L'avenir de l'Afghanistan concerne la communauté internationale dans son ensemble.

Jacques Le Dauphin, directeur de l'IDRP
14 août 2010